



SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT
CONFÉDÉRATION SUISSE
CONFEDERAZIONE SVIZZERA
CONFEDERAZIUN SVIZRA

Rapport de monitoring NEM

2^e trimestre 2006

Répercussions de l'exclusion des personnes frappées d'une
décision de non-entrée en matière exécutoire du dispositif
d'asile et de l'aide sociale (exclusion de l'aide sociale)

Berne-Wabern, novembre 2006

Rapport sommaire – 2^e trimestre 2006

1. Décisions de NEM devenues exécutoires au 2^e trimestre 2006 : observations

Effectif NEM : 508 décisions de NEM sont entrées en force au cours du trimestre sous revue (contre 490 durant le trimestre précédent). Pour la première fois, le nombre de NEM passées en force est en augmentation, chiffrée en l'occurrence à près de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Le nombre de demandes d'asile demeurant bas, les NEM devenant exécutoires chaque trimestre devrait également se stabiliser à un niveau bas. Depuis le 1^{er} avril 2004, 7193 NEM sont passées en force.

Décisions de NEM dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) et dans les cantons : 68 % des 508 NEM entrées en force durant le 2^e trimestre 2006 ont été prononcées dans un centre d'enregistrement et de procédure, tandis que 32 % ont été notifiées après l'attribution des personnes aux cantons. Au cours des quatre trimestres précédents, ces taux s'élevaient à 69 % et 31 % en moyenne.

61 % des NEM ont non seulement été décidées dans les CEP, mais elles y sont également passées en force (quatre trimestres précédents : 52 % en moyenne). Autant de dossiers dont l'attribution aux cantons n'a été que virtuelle (et non physique) dans la perspective de l'exécution d'un renvoi (précédents trimestres : 48 %).

La constante proportion de NEM élevée entrant en force alors que les requérants se trouvent encore dans les CEP décharge les cantons. En effet, les requérants concernés ont moins tendance à déposer une demande d'aide d'urgence auprès des cantons.

Profil des personnes concernées : Dans l'ensemble, au 2^e trimestre 2006, la répartition par nationalité a peu changé par rapport au trimestre précédent (voir [annexe II](#)). Avec 65 NEM pendant la période analysée, les ressortissants de Serbie et Monténégro¹ demeurent les plus nombreux. Le Nigéria (33 NEM), la Bulgarie (32), la Turquie (29), l'Algérie (24) et la Bosnie et Herzégovine (24) sont également fortement représentés. A signaler qu'avec 14 NEM (contre 6 au cours du trimestre précédent), les ressortissants de Mongolie affichent une nette augmentation. 87 NEM exécutoires concernent des personnes dont la nationalité est inconnue (majoritairement en provenance du continent africain), ce qui représente 17,1 % de toutes les NEM entrées en force au cours du 2^e trimestre. Par ailleurs, ces personnes constituent 16,7 % des NEM des quatre derniers trimestres.

Hormis quelques fluctuations aléatoires, la répartition par classe d'âge et par genre demeure également pratiquement inchangée par rapport aux trimestres précédents. La proportion hommes/femmes reste d'environ quatre pour un. Les effectifs NEM sont toujours majoritairement formés de jeunes adultes : 60 % sont âgés de 18 à 29 ans (moyenne des quatre derniers trimestres : 62 %).

Dans 84 % des cas, la procédure a pris moins de six mois jusqu'à l'entrée en force de la NEM (moyenne des quatre derniers trimestres : 82 %). On constate toutefois des décalages à l'intérieur de ce groupe. En effet, le taux de NEM passés en force dans les 29 jours a baissé au cours du 2^e trimestre 2006 et n'atteint plus que 10 % de l'ensemble des NEM passées en force (trimestre précédent : 17 %). En revanche, la proportion de NEM dont la procédure a duré entre 30 et 180 jours a augmenté (74 % contre 63 % au trimestre précédent).

¹ L'indépendance du Monténégro et sa séparation de la Serbie ayant eu lieu durant la période sous revue, ce rapport considère encore la Serbie et le Monténégro comme un ensemble.

2 Bénéficiaires de l'aide d'urgence

Nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence : Le nombre de personnes frappées d'une décision de NEM dans le cadre du nouveau régime (NR) ayant sollicité des prestations d'aide d'urgence au cours du 2^e trimestre 2006 a subi une légère hausse et se porte à 918 personnes (trimestre précédent : 908). Depuis le 2^e trimestre 2005, on assiste à une augmentation continue du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, qui ralentit toutefois d'un trimestre à l'autre.

Pour les 4990 personnes, dont la décision de NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004 (régime transitoire, RT), la Confédération a pris à sa charge, le cas échéant, les coûts de l'aide sociale ordinaire jusqu'au 31 décembre 2004. De ce fait, ces personnes ne sont comptabilisées dans le monitoring NEM qu'à partir du 1^{er} trimestre 2005. 748 d'entre elles (15 %) apparaissent encore dans les chiffres du 2^e trimestre 2006 en tant que bénéficiaires de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 860). Le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence appartenant à cette catégorie de personnes a baissé de manière constante depuis le 3^e trimestre 2005, contrairement aux cas relevant du nouveau régime.

Compte tenu des requérants relevant du RT, les cantons ont versé des prestations d'aide d'urgence à 1666 personnes pendant la période sous revue. Au cours du trimestre précédent, 1768 personnes avaient eu recours de ces prestations.

Profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence : S'agissant du sexe, de la classe d'âge et de la nationalité, le profil des bénéficiaires de l'aide d'urgence n'affiche que des changements minimes. Les hommes représentent 88 % des personnes frappées d'une NEM soumises au NR (trimestre précédent : 87 %). 12% des bénéficiaires de l'aide d'urgence sont âgés de moins de 18 ans, 70 % se situent dans la fourchette des 18 à 30 ans et 18 % ont plus de 30 ans (trimestre précédent : 10 %; 70 %; 20 %). Pour près de 35 % de ces personnes, l'Etat et le continent d'origine sont inconnus² (trimestre précédent : 36 %). Les deux tiers restants proviennent de 65 pays, dont les plus représentés sont le Nigéria, la Serbie et Monténégro³, l'Algérie, la Guinée, la Géorgie et le Cameroun. Comme c'était déjà le cas au 1^{er} trimestre 2006, les ressortissants du Liban, de la République Démocratique du Congo et de Mongolie sont également relativement nombreux (20,19 et 18 bénéficiaires de l'aide d'urgence).

3 Coûts de l'aide d'urgence

Coûts de l'aide d'urgence pour les effectifs NR : Les coûts de l'aide d'urgence, qui avaient baissé de 1 560 000 francs au 4^e trimestre 2005 à 1 311 000⁴ francs au 1^{er} trimestre 2006, ont à nouveau augmenté au cours de la période en revue pour atteindre 1 512 000 francs. Cette hausse s'explique notamment par une nouvelle extension de la durée de perception qui est passée de 53 jours au 1^{er} trimestre 2006 à 57 jours au 2^e trimestre 2006.

Les frais médicaux ont également eu une influence décisive sur la l'accroissement des coûts. En effet, ces frais ont progressé de 81 000 francs à 282 000 francs en un trimestre. Ainsi, les frais médicaux représentent 19 % des coûts de l'aide d'urgence du 2^e trimestre 2006 (trimestre précédent : 17 %).

Les coûts moyens par jour et par personne - frais de santé non compris - demeurent inchangés par rapport au trimestre précédent (27 francs).

² 17,1 % des personnes dont la NEM est passée en force au cours du 2^e trimestre 2006 sont de nationalité inconnue. Ce groupe de personnes est surreprésenté parmi les bénéficiaires de l'aide sociale. Il s'agit à l'évidence de cas dont l'exécution s'avère difficile.

³ Voir note 1

⁴ Dans la suite du présent rapport, les montants indiqués sont arrondis.

34 % des coûts ressortent au canton de Zurich, 18 % au canton de Vaud et 13 % canton de Berne.

Pour le 2^e trimestre 2006, 914 400 francs seront versés aux cantons en tant que forfaits au titre de l'aide d'urgence. Cantons qui ont, en outre, facturé des forfaits pour l'exécution de 50 renvois à hauteur de 1000 francs par renvoi exécuté⁵. Pour cette même période, les frais des cantons étant estimés à 1 512 100 francs, il en résulte un déficit de l'ordre de 547 700 francs à leur charge.

Comparaisons intercantionales : On dénombre dix cantons, pour la plupart relativement grands, dont les dépenses d'aide d'urgence en faveur des effectifs NR excèdent le forfait alloué par la Confédération à ce titre, malgré l'augmentation dudit forfait à 1800 francs (voir à ce sujet l'annexe 6a).

Pratiquement tous les cantons comptant plus de dix bénéficiaires de l'aide d'urgence⁶ ont enregistré une hausse des coûts de l'aide d'urgence par rapport au trimestre précédent. Pour la plupart d'entre eux, cette évolution s'explique par une augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence à laquelle s'ajoute l'extension de la durée moyenne de perception des prestations. A l'exception de Bâle-Ville et du Valais, tous les cantons ont enregistré une augmentation des frais médicaux. En revanche, dans les cantons de Soleure et de Zurich, une diminution des coûts liés à l'aide d'urgence est à signaler. Dans le canton de Zurich, le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence a chuté, tandis que dans le canton de Soleure, la durée moyenne de perception et les coûts moyens ont baissé.

Coûts de l'aide d'urgence engendrés pour les effectifs RT : Se chiffrant à 1 519 000 francs (trimestre précédent : 1 603 000 francs), les coûts de l'aide d'urgence allouée aux personnes soumises au RT (frais médicaux compris) accusent une nouvelle baisse de l'ordre de 5 % (trimestre précédent : -22 %). A noter que 58 % de cette somme sont imputés au canton de Zurich, 9 % au canton de Vaud et 5 % au canton de Berne. Pour le troisième trimestre consécutif, le coût moyen par jour et par personne s'élève à 27 francs. La durée moyenne de perception par trimestre compte 69 jours, soit 5 jours de plus qu'au trimestre précédent.

Par ailleurs, la facture des prestations médicales est passée de 383 000 francs au 1^{er} trimestre 2006 à 326 000 francs au 2^e semestre 2006, ce qui correspond à une diminution de près de 15 %. Ces frais représentent 21 % de l'ensemble des coûts de l'aide d'urgence (trimestre précédent : 24 %).

Effectifs RT compris, les cantons affichent, à l'issue du 2^e trimestre 2006, un déficit de 2 087 000 francs au titre de l'aide d'urgence, pour des charges totales de 3 031 000 francs.

Coûts structurels : Parallèlement aux prestations d'aide d'urgence, les cantons ont enregistré, au cours de la période sous revue, des frais découlant des structures d'accueil inoccupées se montant à 1 260 000 francs. Par rapport au trimestre précédent, on constate une diminution des coûts structurels de 145 000 francs (voir [annexe VII](#)). Au vu des jours de perceptions indiqués, il ressort qu'au 2^e trimestre 2006, le coût structurel moyen s'élève à 14 francs environ par jour d'aide effective allouée (trimestre précédent : 16 francs). La Confédération ne prend pas ces coûts en considération dans le calcul visant à évaluer si les forfaits d'aide d'urgence qu'elle a octroyés aux cantons suffisent à couvrir leurs dépenses.

⁵ L'indemnité au titre de l'exécution du renvoi doit permettre de rembourser aux cantons les éventuels frais supplémentaires occasionnés durant la préparation du départ (notamment coûts de l'aide d'urgence, c'est-à-dire frais liés au logement et au soutien). En vertu de l'art. 54ff OA 2, les coûts engendrés par le départ sont remboursés aux cantons séparément.

⁶ AG, BE, BL, BS, FR, GE, LU, SG, SH, VD, VS ; les personnes ayant uniquement occasionné des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

4 Sécurité publique

A l'issue du 2^e trimestre 2006, les services de police font état de 355 personnes soumises au NR NEM interpellées au cours de 519 interventions, dont 51 % (264) pour séjour irrégulier uniquement (moyenne des quatre trimestres précédents : 52 %). A signaler une augmentation des appréhensions suite à des infractions à la loi sur les stupéfiants, tandis que le nombre de délits contre le patrimoine est demeuré pratiquement inchangé. Ces deux types d'infractions constituent 25 % des interpellations (trimestre précédent : 21 %). Après addition du nombre d'appréhensions de personnes relevant du RT, on obtient un total de 540 personnes interpellées au cours de 749 interventions.⁷

S'agissant des *effectifs RT*, le nombre d'appréhensions et de personnes interpellées est en baisse constante depuis le 1^{er} trimestre 2005, passant ainsi de 765 interpellations (478 personnes) à 230 (185 personnes) pour le trimestre examiné.

4.1 Effectifs NR

L'annexe Xa présente un aperçu des interpellations enregistrées de personnes frappées d'une NEM exécutoire, classées selon leur type et leur fréquence. Il s'en dégage que le taux d'appréhensions pour séjour irrégulier uniquement s'élève à 51 % et demeure donc pratiquement inchangé par rapport au trimestre précédent (52 %).

88 interpellations ont été effectuées en raison d'infractions à la loi sur les stupéfiants (1^{er} trimestre : 68) et 42 suite à des délits contre le patrimoine (1^{er} trimestre : 43). Les chiffres absolus concernant ces deux catégories de délits se maintenant à un niveau bas, la hausse relativement forte des infractions à la loi sur les stupéfiants n'est pas alarmante.

Répartition par canton : Dans la continuité des trimestres précédents, la majorité des interpellations est répartie sur un petit nombre de cantons. Près de deux tiers des appréhensions ont eu lieu dans les six cantons suivants : Argovie, Berne, Genève, Tessin, Vaud et Zurich. Avec 82 interpellations au cours du 2^e trimestre 2006, le canton de Genève est en tête de liste.

Interpellations hors du canton d'attribution : La proportion d'interpellations de personnes attribuées à un canton différent de celui où a lieu l'interpellation varie fortement d'un canton à l'autre. Dans les cantons de Bâle-Ville et de Genève, par exemple, 95 %, respectivement 70 % des appréhensions concernaient des personnes relevant d'un autre canton. Dans le canton de Vaud, ce taux s'élevait à 60 % tandis que dans les cantons de Zurich, de Berne et du Tessin ce type d'appréhensions restait, comme au cours du trimestre précédent, minoritaire (41 %, 36 %, 29 %). En Argovie, toutes les personnes interpellées étaient effectivement attribuées à ce canton.

4.2 Effectifs RT

Le séjour irrégulier était l'unique motif de 38 % des 230 appréhensions effectuées au cours de la période en revue. Pour les quatre trimestres précédents, ce taux se situait à 46 % en moyenne. Le nombre d'interpellations liées à des délits contre le patrimoine ou à des infractions à la loi sur les stupéfiants reste bas (voir [annexe Xb](#)).

Répartition par canton : Près de trois quarts des interpellations se répartissent sur cinq cantons (AG, BE, FR, GE, ZH). Le canton de Zurich recense à lui seul environ un tiers des appréhensions de personnes soumises au RT (74 interpellations).

⁷ Les personnes interpellées dans plusieurs cantons ne sont comptées qu'une seule fois. Les anciennes annexes 9, qui présentaient les chiffres par canton, n'ont pas été intégrées au présent rapport. Elles peuvent, au besoin, être commandées à l'adresse suivante : Monitoring-NEE@bfm.admin.ch.

5. Autres observations

Mineurs non accompagnés : Au cours du trimestre examiné, 6 mineurs non accompagnés ont fait l'objet d'une NEM exécutoire (contre 3 au trimestre précédent). Tous étaient des hommes, dont le plus jeune était âgé de 16 ans.

Par ailleurs, 13 mineurs non accompagnés apparaissent 26 fois sur la liste des bénéficiaires d'une aide d'urgence ou des effectifs appréhendés par les services de police. L'un d'entre eux faisait partie des effectifs RT.

Répercussions de la durée de procédure sur la durée de perception des prestations d'aide d'urgence : Comme au cours du trimestre précédent, les personnes dont la durée de procédure est élevée restent surreprésentées parmi les bénéficiaires de l'aide sociale. Pour les quatre trimestres précédents, 17 %, en moyenne, de l'ensemble des personnes frappées d'une NEM passée en force au 1^{er} avril 2004 avaient fait l'objet d'une procédure de plus de six mois. Après ajout des personnes qui ont eu recours au moins une fois à l'aide d'urgence pendant la période sous revue,⁸ cette proportion atteint près de 24 %.

Durée de perception des prestations d'aide d'urgence : En mars 2006, au terme de la deuxième année de suppression de l'aide sociale, on constatait que près de 64 % des personnes frappées d'une décision de non-entrée en matière entrée en force n'avaient jamais perçu de prestations d'aide d'urgence. Pour le trimestre examiné, ce taux demeure identique.

Considérée sur les huit premiers trimestres de monitoring et de suppression de l'aide sociale, la durée moyenne de perception de l'aide d'urgence se monte à 113 jours par personne. Sur l'ensemble de la période observée (neuf trimestres), cette moyenne compte 119 jours. Cette nouvelle hausse est due aux « bénéficiaires de longue durée »⁹, dont fait partie près d'un tiers de l'ensemble des personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence en Suisse au cours du 2^e trimestre 2006. Les cantons de Zurich (55 %), Schaffhouse (45 %), Fribourg (39 %), de Vaud et du Valais (35 %) comptent un nombre de bénéficiaires de longue durée supérieur à la moyenne nationale. A l'opposé, les cantons de Berne (19 %), Genève (5 %), Lucerne (6 %) et de Thurgovie (10 %) se positionnent en dessous de la moyenne Suisse. Le tableau ci-après montre qu'il existe des différences considérables entre les bénéficiaires de longue durée et les autres bénéficiaires de l'aide d'urgence quant à leur genre, leur âge et à la durée de la procédure les concernant : les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, et celles qui ont fait l'objet d'une longue procédure jusqu'à l'entrée en force de la NEM, groupes comprenant de nombreuses personnes vulnérables nécessitant une aide d'urgence sur une période relativement longue, sont plus fortement représentés dans la catégorie des bénéficiaires de longue durée que dans la seconde catégorie.

⁸ Les personnes ayant engendré uniquement des frais médicaux ne sont pas prises en compte.

⁹ Sont considérées « bénéficiaires de longue durée » les personnes qui, durant la période sous revue ainsi que les deux trimestres précédents, ont eu recours à l'aide d'urgence pendant plus de deux tiers de la durée maximale de perception de ces trois trimestres. Les personnes qui, depuis la suppression de l'aide sociale le 1^{er} avril 2004, ont touché l'aide d'urgence pendant plus de 50 % de la durée totale de perception sont également réputées « bénéficiaires de longue durée ».

	Nombre bénéficiaires de longue durée	%	Nombre autres bénéficiaires de l'aide d'urgence	%
Sexe :				
- masculin	46	15,5	68	11,0
- féminin	151	84,5	551	89,0
Age :				
- 0 – 17 ans	46	15,5	64	10,3
- 18 – 29 ans	198	61,6	447	72,2
- 30 – 39 ans	35	16,6	79	12,8
- 40 ans et +	17	8,1	29	4,7
- inconnu	1	0,3	0	0,0
Durée de la procédure :				
- > 729 jours	12	4,0	21	3,4
- 366 – 729 jours	28	9,4	41	6,6
- 181 – 365 jours	45	15,2	81	13,1
- 30 – 180 jours	178	59,9	410	66,2
- < 30 jours	34	11,5	66	10,7

A signaler que l'examen de la répartition par nationalité met également en évidence de nettes différences entre les bénéficiaires de longue durée et les autres bénéficiaires de l'aide d'urgence. Les ressortissants du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, du Cameroun, de Guinée, d'Ethiopie et du Liban sont plus fortement représentés dans la première catégorie. Près d'un tiers de tous les bénéficiaires de longue durée viennent de l'un de ces pays, alors que ces ressortissants ne constituent que 23 % des autres bénéficiaires. On observe l'inverse chez les Serbo-Monténégrins¹⁰, les Russes, les Géorgiens et les Algériens : leur proportion est ostensiblement plus basse dans la catégorie des bénéficiaires de longue durée que dans la seconde catégorie. Au cours du 2^e trimestre 2006, le taux de personnes dont la nationalité est inconnue se chiffre à 38,7 % des bénéficiaires de longue durée et 32,3 % des autres bénéficiaires de l'aide d'urgence.

Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au NR : La tendance observée durant les précédents trimestres se confirme ; le nombre de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la NEM est exécutoire de longue date diminue constamment. Au cours de la période en revue, seules 139 (8 %) sur les 1788 personnes frappées d'une NEM passée en force au 2^e trimestre 2004 percevaient l'aide d'urgence. Au 1^{er} trimestre 2006, elles étaient encore 163 et au 1^{er} trimestre 2005, elles se montaient à 243 sur 1788, soit à 14 %. Le tableau suivant montre une évolution semblable s'agissant des personnes dont la décision de non-entrée en matière a été rendue tardivement.

Trimestre de l'entrée en force	Nombre NEM exécutoires	Bénéficiaires aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2005	%	Bénéficiaires aide d'urgence au 1 ^{er} trimestre 2006	%	Bénéficiaires aide d'urgence au 2 ^e trimestre 2006	%
2 ^e trimestre 2004	1788	243	13,6	163	9,1	139	7,8
3 ^e trimestre 2004	1185	185	15,6	100	8,4	83	7,0
4 ^e trimestre 2004	831	160	19,2	64	7,7	48	5,8
1 ^{er} trimestre 2005	646	158	24,4	55	8,5	52	8,0

Selon la banque de données de l'Office fédéral des migrations (système d'enregistrement automatisé des personnes, AUPER), près de 19 % des personnes dont la décision de non-

¹⁰ Cf. note 1

entrée en matière est passée en force après le 1^{er} avril 2004 ont quitté la Suisse dans le cadre d'un départ contrôlé ou ont été rapatriées dans leur Etat d'origine.

Impact de la mesure d'exclusion en termes de séjours et de départs sur les personnes soumises au régime transitoire : Rappelons que la Confédération a continué, au besoin, de prendre à sa charge les coûts de l'aide sociale pour les 4990 personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004 (effectifs RT), et ce jusqu'au 31 décembre 2004. Au-delà de cette date, la suppression de l'aide sociale s'appliquait également à ces personnes. C'est pourquoi, elles ne sont prises en considération dans le monitoring NEM qu'à partir du 1^{er} trimestre 2005. Depuis ce même trimestre, les effectifs RT ayant recours à l'aide sociale ont diminué de 37 %. En effet, à l'époque, 1178 personnes soumises au RT bénéficiaient de l'aide d'urgence alors qu'au 2^e trimestre 2006, elles n'étaient plus que 748. La baisse constatée par rapport au 1^{er} trimestre 2006 s'élève à 112 personnes (15 %). Les effectifs RT ont diminué ou sont restés inchangés dans tous les cantons, hormis ceux de St-Gall, Thurgovie et Vaud. Le canton de Zurich enregistre le plus fort recul en chiffres absolus par rapport au trimestre précédent, soit - 68 personnes.

46 % des bénéficiaires de l'aide d'urgence soumis au RT concernent le canton de Zurich, 10 % relèvent du canton de Vaud et 8 % du canton de Berne.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, 1727 personnes bénéficiant de l'aide d'urgence et appartenant aux effectifs RT ont été dénombrées (les personnes ayant eu recours à l'aide d'urgence à plusieurs reprises au cours de différents trimestres ne sont comptabilisées qu'une seule fois). Cela signifie que 65 % des personnes soumises au RT n'ont jamais eu recours à l'aide d'urgence.

Interpellations policières : Le nombre de personnes dont la NEM est entrée en force de longue date s'amenuise de trimestre en trimestre (voir à ce sujet [annexe XI](#)). Des 1788 personnes frappées d'une NEM exécutoire au 2^e trimestre 2004, seules 85 ont été interpellées au 2^e trimestre 2005 et uniquement 43 au 2^e trimestre 2006. S'agissant des personnes dont la NEM est passée en force au 3^e ou 4^e trimestre 2004, le nombre d'appréhension a chuté entre le 2^e trimestre 2005 et le 2^e trimestre 2006. Ces résultats laissent supposer qu'une grande partie des personnes dont la décision de non-entrée en matière a été prononcée il y a longtemps ont quitté la Suisse.

Aide au retour dans les centres d'enregistrement et de procédure (CEP) : Entre avril et fin juin 2006, 137 personnes ont manifesté leur intérêt pour le programme d'aide au retour et 117 ont effectivement quitté le pays.

Edition et rédaction :

Équipe de rédaction du Domaine de direction Nationalité, intégration & subventions fédérales, Office fédéral des migrations :

- Simone Bischoff (direction)
- Marie-Pascale Bagnoud
- Susanne Baumgartner
- Martin Michel
- Isabelle Schenker

Traduction :

- Service linguistique de l'ODM (version française)

Groupe d'accompagnement interne :

- Procédure d'asile : Christian Zumwald
- Entrée, séjour & retour : Christoph Feldmann, Peter Wenger

Groupe d'accompagnement externe

- | | |
|---------------------------------|---|
| ▪ CDAS | Gérald Rohrbach, VD |
| ▪ CDS | Patrick Bodenmann, PMU Lausanne - Policlinique Médicale Universitaire, VD |
| ▪ ASM | Erich Dürst, VD
Florian Düblin, BE |
| ▪ CCPCS | Karin Keller, KAPO ZH |
| ▪ CSIAS | Ruedi Hofstetter, ZH |
| ▪ Asyl-Organisation Zurich | Thomas Kunz |
| ▪ Office des étrangers TG | Rolf Bruderer |
| ▪ Département de l'Intérieur AG | Andreas Bamert-Rizzo |
| ▪ ODM | Simone Bischoff (présidence) |

Groupe de contact Monitoring NEM

- | | |
|---------|-----------------------------|
| ▪ CDAS | Ernst Zürcher |
| ▪ CCDJP | Roger Schneeberger |
| ▪ ASM | Florian Düblin, BE |
| ▪ ODM | Mario Gattiker (présidence) |

Annexes

		Page
<u>Annexe I</u>	Aperçu des chiffres-clés	11
<u>Annexe II</u>	Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR)	12
<u>Annexe III</u>	Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR)	13
<u>Annexe IIIa</u>	Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 2 ^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR)	13
<u>Annexe IIIb</u>	Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 2 ^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (graphique)	14
<u>Annexe IV</u>	Aide d'urgence : durée moyenne de perception des prestations par canton et par trimestre (NR)	15
<u>Annexe V</u>	Aide d'urgence : effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; nouveaux cas)	16
<u>Annexe VIa</u>	Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT NON COMPRIS)	17
<u>Annexe VIb</u>	Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT COMPRIS)	18
<u>Annexe VIc</u>	Coût de l'aide d'urgence (effectifs RT UNIQUEMENT)	19
<u>Annexe VII</u>	Coût des structures d'accueil au 2 ^e trimestre 2006	20
<u>Annexe VIII</u>	Bilan des coûts et indemnités fédérales, aperçu sur neuf trimestres	21
<u>Annexe IXa-c</u>	Graphiques Sécurité publique	22-23
<u>Annexe Xa</u>	Interpellations par trimestre (NR)	23
<u>Annexe Xb</u>	Interpellations par trimestre (RT)	23
<u>Annexe XI</u>	Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation (tableau et graphique)	24

Annexe I:

Aperçu des chiffres-clés (indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005)

	trim. 2-04	trim. 3-04	trim. 4-04	trim. 1-05	trim. 2-05	trim. 3-05	trim. 4-05	trim. 1-06	trim. 2-06	Total
1a	NEM exécutoires cumulés									
	1'788	1'185	831	646	642	578	525	490	508	7'193
1b	NEM exécutoires cumulés									
	1'788	2'973	3'804	4'450	5'092	5'670	6'195	6'685	7'193	7'193
2a	Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence									
	1'072'800	711'000	498'600	1'162'800	1'155'600	1'040'400	945'000	882'000	914'400	8'382'600
2b	Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'aide d'urgence									
	1'072'800	1'783'800	2'282'400	3'445'200	4'600'800	5'641'200	6'586'200	7'468'200	8'382'600	8'382'600
3a	Indemnités allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois									
	2'000	23'000	30'000	60'000	35'000	26'000	87'000	37'000	50'000	350'000
3b	Indemnités cumulées allouées par la Confédération dans le cadre de l'exécution des renvois									
	2'000	25'000	55'000	115'000	150'000	176'000	263'000	300'000	350'000	350'000
4	NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (nouveaux cas)									
	394	713	649	746	727	830	878	908	918	
5	Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)									
	234'866	590'717	597'484	721'821	840'065	953'304	1'220'617	1'090'281	1'230'078	7'479'233
6a	Dépenses d'aide d'urgence pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)									
	253'429	776'351	697'436	866'595	1'065'583	1'181'108	1'559'661	1'311'197	1'512'081	9'223'441
6b	Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les nouveaux cas (frais médicaux compris)									
	253'429	1'029'780	1'727'216	2'593'811	3'659'394	4'840'502	6'400'163	7'711'360	9'223'441	9'223'441
7	Total des jours de soutien (nouveaux cas)									
	9'750	26'962	27'440	35'903	38'065	44'480	47'036	40'978	45'520	316'134
8a	Dépenses moyennes par jour/personne pour les nouveaux cas (frais médicaux non compris)									
	24	22	22	20	22	21	26	27	27	27
8b	par personne pour les nouveaux cas (pour le trimestre correspondant au rapport)									
	-	32	48	54	59	60	62	53	57	
9a	Solde des indemnités moins les frais (2a+3a-6a)									
	821'371	-42'351	-168'836	356'205	125'017	-114'708	-527'661	-392'197	-547'681	-547'681
9b	Solde des indemnités moins les frais cumulés									
	821'371	779'020	610'184	966'389	1'091'406	976'698	449'037	56'840	-490'841	-490'841
10	Dépenses pour les structures									
	590'354	917'824	922'500	1'681'376	1'632'155	1'939'257	1'229'338	1'404'702	1'259'754	11'577'260
11	NEM bénéficiaires de l'aide d'urgence (effectifs RT)									
	-	-	-	1'178	1'047	1'067	969	860	748	
12	Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)									
	-	-	-	1'474'078	1'365'473	1'364'019	1'578'963	1'219'746	1'192'603	8'194'882
13a	Dépenses d'aide d'urgence pour les effectifs RT (frais médicaux compris)									
	0	0	0	1'667'537	1'742'060	1'740'215	2'054'854	1'602'978	1'518'914	10'326'558
13b	Dépenses d'aide d'urgence cumulées pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)									
	-	-	-	1'667'537	3'409'597	5'149'812	7'204'666	8'807'644	10'326'558	10'326'558
14	Total des jours de soutien (effectifs RT)									
	-	-	-	72'442	67'715	68'431	59'527	45'609	44'717	358'441
15a	Dépenses moyennes par jour/personne pour les effectifs RT (frais médicaux non compris)									
	-	-	-	20	20	20	27	27	27	27
15b	par personne pour les effectifs RT (pour le trimestre correspondant au rapport)									
	-	-	-	65	70	72	71	64	69	
16	Interpellations policières (nouveaux cas)									
	265	409	553	668	524	468	378	525	519	
17	Personnes interpellées (nouveaux cas)									
	200	292	360	385	313	342	271	352	355	
19	Interpellations policières (effectifs RT)									
	-	-	-	765	554	375	309	280	230	
20	personnes interpellées (effectifs RT)									
	-	-	-	529	426	286	223	206	185	

Annexe II: Décisions de NEM EF par pays d'origine (NR)

Pays d'origine	2ème à 4ème trim. 2004		1er trim. 2005		2ème trim. 2005		3ème trim. 2005		4ème trim. 2005		1er trim. 2006		2ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Nationalité inconnue	805	21.2	79	12.2	89	13.9	96	16.6	83	15.8	105	21.4	87	17.1	1344	18.7
Serbie et Monténégro	339	8.9	63	9.8	111	17.3	100	17.3	54	10.3	52	10.6	65	12.8	784	10.9
Bulgarie	216	5.7	66	10.2	60	9.3	36	6.2	66	12.6	29	5.9	32	6.3	505	7.0
Géorgie	207	5.4	41	6.3	26	4	47	8.1	26	5	25	5.1	22	4.3	394	5.5
Guinée	195	5.1	20	3.1	39	6.1	19	3.3	23	4.4	12	2.4	9	1.8	317	4.4
Nigeria	192	5.0	31	4.8	23	3.6	25	4.3	17	3.2	31	6.3	33	6.5	352	4.9
Algérie	177	4.7	28	4.3	22	3.4	22	3.8	19	3.6	13	2.7	24	4.7	305	4.2
Turquie	100	2.6	22	3.4	27	4.2	33	5.7	19	3.6	17	3.5	29	5.7	247	3.4
Russie	114	3.0	16	2.5	20	3.1	8	1.4	28	5.3	5	1.0	11	2.2	202	2.8
Bosnie-Herzégovine	79	2.1	20	3.1	13	2	15	2.6	14	2.7	19	3.9	24	4.7	184	2.6
Macédoine	76	2.0	28	4.3	21	3.3	6	1	9	1.7	8	1.6	11	2.2	159	2.2
Arménie	69	1.8	9	1.4	10	1.6	8	1.4	5	1	13	2.7	10	2.0	124	1.7
Irak	43	1.1	16	2.5	13	2	11	1.9	0	0	0	0.0	4	0.8	87	1.2
Cameroun	44	1.2	2	0.3	14	2.2	10	1.7	9	1.7	9	1.8	10	2.0	98	1.4
Autres (40 nationalités recensées au 2ème trimestre 2006)	1148	30.2	205	31.7	154	24	142	24.7	153	29.1	152	31.0	137	27.0	2091	29.1
Total	3804	100.0	646	100	642	100	578	100	525	100	490	100.0	508	100.0	7193	100.0

Annexe III: Décisions de NEM EF par durée de procédure (NR)

durée de procédure (en jours)	2ème trim. 2004		3ème trim. 2004		4ème trim. 2004		1er trim. 2005		2ème trim. 2005		3ème trim. 2005		4ème trim. 2005		1er trim. 2006		2ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
≥ 730	27	1.5	50	4.2	22	2.6	41	6.3	30	4.7	37	6.4	17	3.2	10	2.0	13	2.6	247	3.6
366 - 729	102	5.7	86	7.3	55	6.6	52	8.1	27	4.2	34	5.9	41	7.8	18	3.7	13	2.6	428	6.4
181 - 365	226	12.6	187	15.8	136	16.4	84	13.0	37	5.8	29	5.0	37	7.1	68	13.9	55	10.8	859	11.9
30 - 180	1117	62.5	534	45.1	348	41.9	292	45.2	382	59.5	313	54.1	297	56.6	311	63.5	377	74.2	3971	53.0
<30 jours	316	17.7	328	27.7	270	32.5	177	27.4	166	25.8	165	28.6	133	25.3	83	16.9	50	9.8	1688	25.1
Total	1788	100.0	1185	100.0	831	100.0	646	100.0	642	100.0	578	100.0	525	100.0	490	100.0	508	100.0	7193	100.0

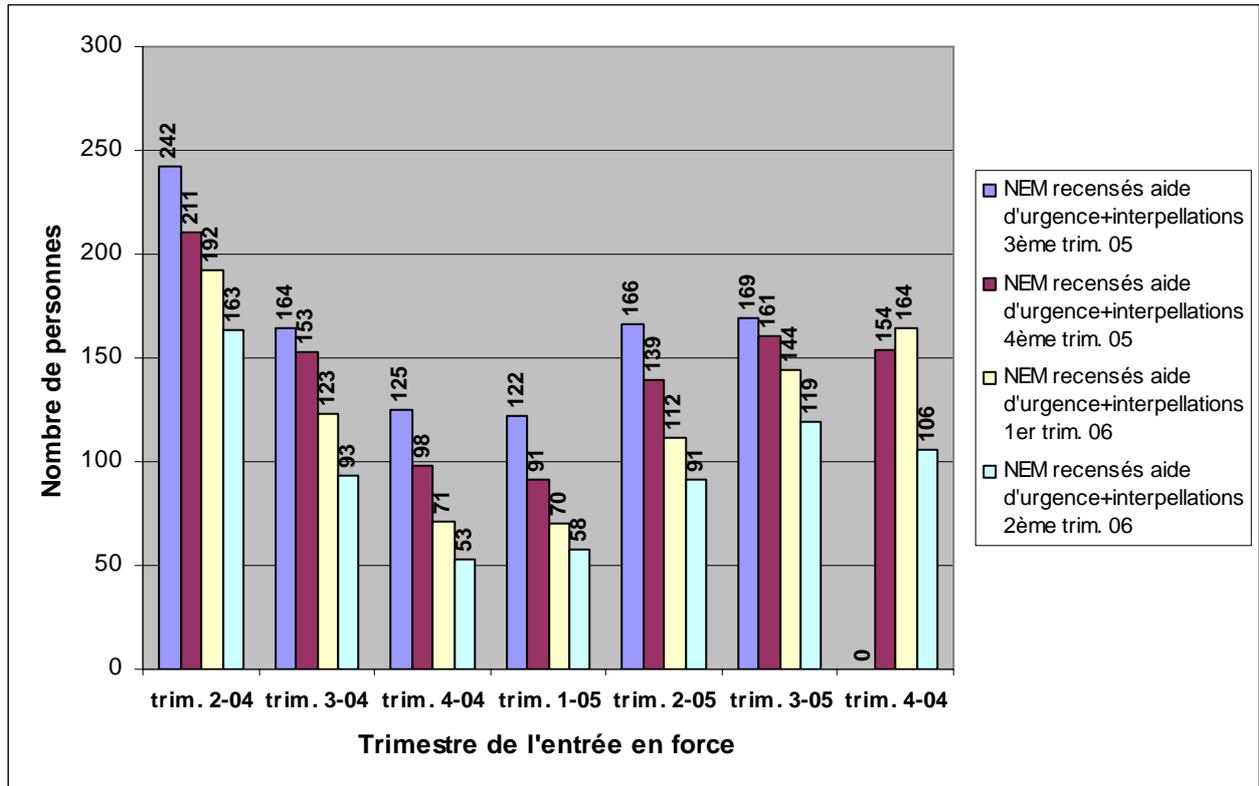
Annexe IIIb: Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 2^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (NR)

trimestre sous revue	trimestre durant lequel la décision NEM est entrée en force																			
	2ème trim. 2004		3ème trim. 2004		4ème trim. 2004		1er trim. 2005		2ème trim. 2005		3ème trim. 2005		4ème trim. 2005		1er trim. 2006		2ème trim. 2006		TOTAL	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
3ème trim.05	242	13.5	164	13.8	125	15.0	122	18.9	166	25.9	169	29.2	x	x	x	x	x	x	988	13.7
4ème trim.05	211	11.8	153	12.9	98	11.8	91	14.1	139	21.7	161	27.9	155	29.5	x	x	x	x	1008	14.0
1er trim. 06	192	10.7	123	10.4	71	8.5	70	10.8	112	17.4	144	24.9	164	31.2	209	42.7	x	x	1085	15.1
2ème trim.06	163	9.1	93	7.8	53	6.4	58	9.0	91	14.2	119	20.6	106	20.2	201	41.0	198	39.0	1082	15.0

pourcentage : pourcentage de personnes dont la décision NEM est entrée en force pendant un trimestre précis et qui sont recensées lors d'un trimestre sous revue par rapport au nombre total de décisions NEM entrées en force durant ce trimestre. Exemple: au 2^e trimestre 2006, nous avons recensés 163 personnes dont la décision NEM était entrée en force au 2^e trimestre 2004; cela représente le 9,1% des 1788 personnes dont la décision NEM est entrée en force au 2^e trimestre 2004.

x: pas possible. Sont pris en compte dans cadre du monitoring seulement les bénéficiaires de l'aide d'urgence et les interpellations de personnes dont la décision NEM est entrée en force. Ainsi au 3^e trimestre 2005 il ne peut pas y avoir d'interpellation ou/et de bénéficiaires de l'aide d'urgence dont la décision NEM entrerait en force au trimestre suivant ou encore plus tard.

Annexe IIIb: Effectif recensé (aide d'urgence et/ou interpellation policière) au 2^e trimestre 2006, par trimestre d'entrée en force de la NEM (graphique)



Annexe IV:

Aide d'urgence: durée moyenne de perception des prestations par canton par trimestre (NR)

canton	2ème trim. 04		3ème trim. 04		4ème trim. 04		1er trim. 05		2ème trim. 05		3ème trim. 05		4ème trim. 05		1er trim. 06		2ème trim. 06	
	per- sonne	durée moyenn e de percep- tion	person ne	durée moyenn e de percep- tion														
AG	21	4.3	12	3.8	5	7.4	30	22.8	40	28.2	61	48.4	60	52.1	78	46.3	89	48.8
AI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	5	1	33.0
AR	3	12.3	3	38	0	0	4	44	1	3	2	61.5	3	51.3	3	64.3	2	13.0
BE	72	23	83	21.1	79	34.4	103	41.7	66	52.6	64	45.8	54	58.6	73	59.6	97	61.3
BL	8	9.4	17	37.1	19	39.7	27	47.4	27	60	31	63.9	33	54.9	28	46.7	36	45.5
BS	4	44.5	8	44.4	4	32.2	6	61.5	7	67.7	8	89.1	8	44.8	8	67.3	12	50.8
FR	21	6.5	20	16.4	16	35.6	16	67.6	18	61.5	10	56.7	15	46.2	13	45.1	11	61.5
GE	16	6.5	22	21.4	32	k.A.	41	37.4	40	43.7	49	47.2	48	39.5	52	45.4	59	41.1
GL	0	0	3	19	1	10	0	0	0	0	1	7	1	22	0	0	7	32.7
GR	0	0	0	0	0	0	2	5	2	16	1	20	1	39	7	12.5	1	6.0
JU	0	0	1	92	1	77	2	3.5	3	29	5	46	2	3	2	8.5	1	2.0
LU	5	2.8	10	23.1	9	24.4	11	43.4	16	46.1	15	58.8	10	56.8	8	28.6	13	32.2
NE	17	24.1	29	21.6	10	22.4	19	54	16	55.4	14	11.8	10	13.8	11	21.9	9	71.2
NW	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	32.5	1	92	2	45.5	1	91.0
OW	2	k.A.	0	0	6	k.A.	3	0	4	10.5	2	42	2	44.5	2	6.5	1	5.0
SG	2	2	55	50.7	20	45.9	20	38.2	34	52.7	26	48.2	36	72.7	39	50.9	43	62.4
SH	6	8.2	15	61.2	11	58.7	11	47.1	14	62.8	19	68.3	18	65	18	69.8	19	60.5
SO	22	19.2	31	43.4	43	48.1	39	63.5	38	73.8	38	84.1	34	53.4	30	54.6	36	39.9
SZ	7	7.6	3	5	9	39.7	7	38.3	5	31.6	4	3.8	6	17.7	7	13.7	9	6.4
TG	7	38.4	6	44.8	2	15.5	8	32.5	4	56.8	1	92	8	32	9	57.6	9	57.2
TI	21	24.4	5	56.4	8	22.2	7	51.3	4	32.3	2	37	7	45.8	2	7	4	28.5
UR	3	k.A.	1	2	0	0	0	0	2	46	2	92	1	31	0	0	0	0.0
VD	18	2.8	33	33.2	25	31.5	28	38.9	44	34.4	105	52.2	125	70.9	90	51.9	104	57.6
VS	18	13.9	22	25.7	11	46	14	36.3	15	47.1	16	56.6	21	66.3	25	68.4	30	68.1
ZG	0	k.A.	0	0	2	k.A.	0	0	0	0	0	0	2	19	3	46	2	60.5
ZH	121	k.A.	247	k.A.	254	67.6	272	68.5	247	74.6	258	73.5	256	71.4	257	59.5	204	70.1
Total	394	k.A.	626	31.6	567	48.4	670	53.6	647	58.8	736	60.4	762	61.7	768	53.3	800	56.9

Annexe V:

Aide d'urgence: effectif bénéficiaire d'une aide d'urgence dans l'effectif NEM EF attribué par canton (frais de santé non compris ; NR)

canton	4 ^{ème} trim. 04			1 ^{er} trim. 05			2 ^{ème} trim. 05			3 ^{ème} trim. 05			4 ^{ème} trim. 05			1 ^{er} trim. 06			2 ^{ème} trim. 06		
	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%	nbre personnes attribuées cumulé	personnes bénéficiaires	%
AG	345	5	1.4	387	30	7.8	441	40	9.1	497	61	12.3	536	60	11.2	578	78	13.5	618	89	14.4
AI	6	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0	7	0	0.0	8	0	0.0	9	1	11.1	11	1	9.1
AR	23	0	0.0	26	4	15.4	30	1	3.3	34	2	5.9	38	3	7.9	45	3	6.7	47	2	4.3
BE	551	79	14.3	644	103	16.0	722	66	9.1	787	64	8.1	865	54	6.2	909	73	8.0	967	97	10.0
BL	147	19	12.9	166	27	16.3	183	27	14.8	196	31	15.8	211	33	15.6	225	28	12.4	246	36	14.6
BS	80	4	5.0	92	6	6.5	107	7	6.5	125	8	6.4	148	8	5.4	159	8	5.0	173	12	6.9
FR	99	16	16.2	114	16	14.0	129	18	14.0	139	10	7.2	153	15	9.8	165	13	7.9	170	11	6.5
GE	154	32	20.8	186	41	22.0	208	40	19.2	237	49	20.7	268	48	17.9	291	52	17.9	317	59	18.6
GL	17	1	5.9	21	0	0.0	23	0	0.0	25	1	4.0	27	1	3.7	28	0	0.0	36	7	19.4
GR	104	0	0.0	121	2	1.7	136	2	1.5	145	1	0.7	163	1	0.6	178	7	3.9	186	1	0.5
JU	39	1	2.6	48	2	4.2	60	3	5.0	61	5	8.2	66	2	3.0	73	2	2.7	76	1	1.3
LU	202	9	4.5	239	11	4.6	274	16	5.8	306	15	4.9	321	10	3.1	344	8	2.3	372	13	3.5
NE	93	10	10.8	107	19	17.8	119	16	13.4	135	14	10.4	152	10	6.6	162	11	6.8	171	9	5.3
NV	14	0	0.0	18	0	0.0	21	0	0.0	28	2	7.1	31	1	3.2	32	2	6.3	35	1	2.9
OV	12	6	50.0	15	3	20.0	19	4	21.1	22	2	9.1	27	2	7.4	29	2	6.9	34	1	2.9
SG	230	20	8.7	282	20	7.1	327	34	10.4	353	26	7.4	383	36	9.4	421	39	9.3	461	43	9.3
SH	50	11	22.0	56	11	19.6	64	14	21.9	72	19	26.4	75	18	24.0	81	18	22.2	87	19	21.8
SO	134	43	32.1	154	39	25.3	173	38	22.0	196	38	19.4	210	34	16.2	224	30	13.4	252	36	14.3
SZ	66	9	13.6	71	7	9.9	91	5	5.5	99	4	4.0	107	6	5.6	118	7	5.9	131	9	6.9
TG	94	2	2.1	119	8	6.7	137	4	2.9	151	1	0.7	172	8	4.7	188	9	4.8	204	9	4.4
TI	154	8	5.2	190	7	3.7	230	4	1.7	263	2	0.8	290	7	2.4	315	2	0.6	334	4	1.2
UR	19	0	0.0	21	0	0.0	23	2	8.7	25	2	8.0	28	1	3.6	28	0	0.0	30	0	0.0
VD	287	25	8.7	324	28	8.6	388	44	11.3	457	105	23.0	492	125	25.4	533	90	16.9	567	104	18.3
VS	136	11	8.1	154	14	9.1	186	15	8.1	204	16	7.8	228	21	9.2	246	25	10.2	264	30	11.4
ZG	36	2	5.6	46	0	0.0	56	0	0.0	66	0	0.0	72	2	2.8	82	3	3.7	89	2	2.2
ZH	710	254	35.8	841	272	32.3	935	247	26.4	1034	258	25.0	1118	256	22.9	1216	257	21.1	1309	204	15.6
sans	2	0	0.0	2	0	0.0	4	0	0.0	6	0	0.0	0	0	0.0	6	0	0.0	6	0	0.0
TOTAL	3'804	567	14.9	4'450	670	15.1	5'092	647	12.7	5'670	736	13.0	6'195	762	12.3	6'685	768	11.5	7'193	800	11.1

Annexe VIa:

Coût de l'aide d'urgence au 2^e trimestre 2006 (RT NON COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 50 000 francs ; indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaire(frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 2 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	95	89	4'346	76'054	17	12'951	89'005	40	72'000	-17'005
AI	1	1	33	617	0	0	617	2	3'600	2'983
AR	2	2	26	398	15	0	398	2	3'600	3'202
BE	118	97	5'949	155'795	26	35'511	191'306	58	104'400	-86'906
BL	39	36	1'639	46'341	28	7'706	54'047	21	37'800	-16'247
BS	13	12	609	12'015	20	4'399	16'414	14	25'200	8'786
FR	13	11	685	18'832	27	17'397	36'229	5	9'000	-27'229
GE	60	59	2'403	65'815	27	13'066	78'881	26	46'800	-32'081
GL	7	7	229	6'327	0	1'529	7'856	8	14'400	6'544
GR	5	1	6	173	29	140	313	8	14'400	14'087
JU	3	1	2	54	27	1'132	1'186	3	5'400	4'214
LU	16	13	419	9'584	23	11'825	21'409	28	50'400	28'991
NE	12	9	641	12'903	20	4'639	17'542	9	16'200	-1'342
NW	1	1	91	1'843	20	0	1'843	3	5'400	3'557
OW	3	1	5	109	22	646	755	5	9'000	8'245
SG	44	43	2'685	49'145	18	8'436	57'581	40	72'000	14'419
SH	20	19	1'150	20'574	18	4'812	25'386	6	10'800	-14'586
SO	41	36	1'436	29'009	20	5'493	34'502	28	50'400	15'898
SZ	10	9	58	2'320	40	267	2'587	13	23'400	20'813
TG	10	9	548	12'224	22	1'378	13'602	16	28'800	15'198
TI	4	4	114	3'186	28	0	3'186	19	34'200	31'014
UR	1	0	0	0	0	88	88	2	3'600	3'512
VD	119	104	5'990	202'431	34	68'676	271'107	34	61'200	-209'907
VS	34	30	2'042	61'287	30	5'514	66'801	18	32'400	-34'401
ZG	11	2	121	2'566	21	5'796	8'362	7	12'600	4'238
ZH	236	204	14'293	440'476	31	70'602	511'078	93	167'400	-343'678
sans	0	0	0	0		0	0	0	0	0
TOTAL	918¹¹	800	45'520	1'230'078	27	282'003	1'512'081	508	914'400	-597'681

¹¹ A noter que deux personnes ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons ont été comptées deux fois

Annexe VIb:

Coût de l'aide d'urgence au 2^e trimestre 2006 (RT COMPRIS) sans les indemnités versées pour l'exécution des renvois à hauteur de 50 000 francs ; indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1^{er} janvier 2005

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaire (frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 2 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	159	149	7647	133'322	17	19'714	153'036	40	72'000	-81'036
AI	1	1	33	617	0	0	617	2	3'600	2'983
AR	7	7	481	7'360	15	2'905	10'265	2	3'600	-6'665
BE	179	135	8211	213'476	26	51'709	265'185	58	104'400	-160'785
BL	62	53	2752	77'540	28	14'551	92'091	21	37'800	-54'291
BS	16	13	700	13'485	19	5'150	18'635	14	25'200	6'565
FR	25	21	1487	40'627	27	26'223	66'850	5	9'000	-57'850
GE	105	104	4504	119'410	27	27'563	146'973	26	46'800	-100'173
GL	7	7	229	6'327	0	1'529	7'856	8	14'400	6'544
GR	6	1	6	173	29	161	334	8	14'400	14'066
JU	4	1	2	54	27	2'011	2'065	3	5'400	3'335
LU	29	24	1481	38'724	26	12'978	51'702	28	50'400	-1'302
NE	13	10	710	14'280	20	8'072	22'352	9	16'200	-6'152
NW	1	1	91	1'843	20	0	1'843	3	5'400	3'557
OW	3	1	5	109	22	646	755	5	9'000	8'245
SG	63	62	3848	71'240	19	34'563	105'803	40	72'000	-33'803
SH	32	28	1809	32'364	18	9'444	41'808	6	10'800	-31'008
SO	65	57	2614	50'653	19	12'035	62'688	28	50'400	-12'288
SZ	12	10	127	3'979	31	1'850	5'829	13	23'400	17'571
TG	24	18	1190	27'009	23	8'036	35'045	16	28'800	-6'245
TI	7	7	569	10'816	19	1'640	12'456	19	34'200	21'744
UR	1	0	0	0	0	88	88	2	3'600	3'512
VD	197	171	9540	313'670	33	96'595	410'265	34	61'200	-349'065
VS	46	39	2908	81'879	28	9'059	90'938	18	32'400	-58'538
ZG	24	13	854	18'113	21	12'198	30'311	7	12'600	-17'711
ZH ¹²	578	518	38439	1'145'611	30	249'594	1'395'205	93	167'400	-1'227'805
sans	0	0	0			0	0	0	0	0
TOTAL	1'666¹³	1'451	90'237	2'422'681	27	608'313	3'030'994	508	914'400	-2'116'594

¹² Le canton de Zurich n'a pas réussi à effectuer à temps le calcul des coûts de l'aide d'urgence pour les communes. Après estimation, il y a lieu d'ajouter environ 80 000 francs (en majorité, coûts pour les RT).

¹³ A noter que deux personnes ayant bénéficié de l'aide d'urgence dans deux cantons ont été comptées deux fois.

Annexe VIc:

Coût de l'aide d'urgence au 2^e trimestre 2006 (RT UNIQUEMENT, c'est-à-dire personnes dont la NEM est entrée en force avant le 1^{er} avril 2004)

Canton	Nbre de bénéficiaires	Nbre de bénéficiaire(frais de santé non compris)	Nbre total de jours de perception	Coût (frais de santé non compris)	Coût moyen par jour et par personne	Frais de santé	Coût (frais de santé compris)	Nbre de personnes NEM attribuées	Indemnités féd. d'aide d'urgence - 2 ^e trimestre 06	Bilan des coûts et indemnités fédérales (frais de santé compris)
AG	64	60	3'301	57'268	17	6'763	64'031	x	0	-64'031
AI	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
AR	5	5	455	6'962	15	2'905	9'867	x	0	-9'867
BE	61	38	2'262	57'681	26	16'198	73'879	x	0	-73'879
BL	23	17	1'113	31'199	28	6'845	38'044	x	0	-38'044
BS	3	1	91	1'470	16	751	2'221	x	0	-2'221
FR	12	10	802	21'795	27	8'826	30'621	x	0	-30'621
GE	45	45	2'101	53'595	26	14'497	68'092	x	0	-68'092
GL	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
GR	1	0	0	0	0	21	21	x	0	-21
JU	1	0	0	0	0	879	879	x	0	-879
LU	13	11	1'062	29'140	27	1'153	30'293	x	0	-30'293
NE	1	1	69	1'377	20	3'433	4'810	x	0	-4'810
NW	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
OW	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
SG	19	19	1'163	22'095	19	26'127	48'222	x	0	-48'222
SH	12	9	659	11'790	18	4'632	16'422	x	0	-16'422
SO	24	21	1'178	21'644	18	6'542	28'186	x	0	-28'186
SZ	2	1	69	1'659	24	1'583	3'242	x	0	-3'242
TG	14	9	642	14'785	23	6'658	21'443	x	0	-21'443
TI	3	3	455	7'630	17	1'640	9'270	x	0	-9'270
UR	0	0	0	0	0	0	0	x	0	0
VD	78	67	3'550	111'239	31	27'919	139'158	x	0	-139'158
VS	12	9	866	20'592	24	3'545	24'137	x	0	-24'137
ZG	13	11	733	15'547	21	6'402	21'949	x	0	-21'949
ZH	342	314	24'146	705'135	29	178'992	884'127	x	0	-884'127
ohne	0	0	0	0		0		x	0	0
TOTAL	748	651	44'717	1'192'603	27	326'311	1'518'914	x	0	-1'518'914

Annexe VII: Coût des structures d'accueil au 1^{er} trimestre 2006

canton	structures	capacité d'accueil NEM	coûts	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI (nouveaux cas)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI (cas régime transitoire)	Dépenses d'hébergement prises en compte dans l'annexe VI TOTAL	coût des structures pur (pas prise en compte à l'annexe VI)
AG	KU Birr, Holderbank und Hausen	97	111'630	43'460	33'010	76'470	35'160
AI	Wohnheim Bleiche	2	2'400	353	0	353	2'047
AR	DZ Alpenblick	7	8'299	280	4'905	5'185	3'114
BE	DZ Lyss	n.Bedarf	80'409				
	Div. Gemeinden im Kanton BE	n.Bedarf	12'425				
	DZ Aarwangen	n.Bedarf	57'257				
	Div. DZ	n.Bedarf	48'982				
	Total BE		199'073	64'537	23'618	88'155	110'918
BL	Notunterkunft Muttenz	60	140'000	20'127	13'668	33'795	106'205
BS	Notschlafstelle	k.A.	4'929	4'599	330	4'929	0
FR	Centre de la Poya	20	131'890	7'357	6'659	14'016	117'874
GE	Logements d'urgence	80	274'430	28'406	26'531	54'937	219'493
GL	DZ Rain	n.Bedarf	2'400	2'395	0	2'395	5
GR	Strafanstalt Realta	10	24'892	65	0	65	24'827
JU	Foyer 1er accueil Belfond	4	7'200	20	0	20	7'180
LU	Notunterkunft Ibach	9	11'737				
	Notschlafstelle	k.A.	7'200				
	Privatwohnungen Caritas	k.A.	7'939				
	Total LU		26'876	4'836	17'382	22'218	4'658
NE	Centre d'accueil	n.Bedarf	7'020				
	Loyers et charges	k.A.	845				
	Total NE		7'865	6'378	687	7'065	800
NW	Asylunterkunft	8	6'524	1'115	0	1'115	5'409
OW	Nothilfeunterkunft Lungern	8	3'575	54	0	54	3'521
SG	Zivilschutzanlagen und Notunterkünfte in verschiedenen Gemeinden	div.	107'995	29'911	12'956	42'867	65'128
SH	Foyer +GF+	28	40'973	12'202	6'992	19'194	21'779
SO	DZ Oberbuchsiten	5	16'582				
	DZ Balmberg	20	42'610				
	Total SO		59'192	16'123	12'093	28'216	30'976
SZ	Zivilschutzanlage Chaltbach	12	8773	698	831	1'529	7'244
TG	Teil Kollektivunterkunft	15	23'895	6'044	7'081	13'125	10'770
TI	Abris protection civile Biasca; dès le 1er mai 06 Prot.civ. de Camorino	30	9'999	1'228	2'940	4'168	5'831
UR	3-Zimmerwohnung	6	1'200	0	0	0	1'200
VD	Structures d'aide d'urgence	65	337'560				
	Structures mixtes: centres et logement	80	157'450				
	Structures logements	0	31'745				
	Total VD		526'755	68'945	40'861	109'806	416'949
VS	Centre d'accueil, Pavillon réservé à l'aide d'urgence	20	63'336	20'318	6'338	26'656	36'680
ZG	Nothilfezentrum	25	24'617	1'598	9'683	11'281	13'336
ZH ¹⁴	Andere NEE-Strukturen	k.A.	94'488				
	Reine NEE-Zentren	k.A.	296'475				
	div. Gemeinden im Kanton ZH	k.A.	111'633				
	Total ZH		502'596	183'856	310'090	493'946	8'650
CH			2'321'314	524'905	536'655	1'061'560	1'259'754

¹⁴ Pour le canton de ZH, s'ajoutent des frais d'encadrement à hauteur de 670 000 francs au 2e trimestre 2006.

Annexe VIII:

Bilan des coûts et indemnités fédérales, aperçu sur neuf trimestres;

indemnité d'aide d'urgence de 1 800 francs prise en compte à partir du 1er janvier 2005

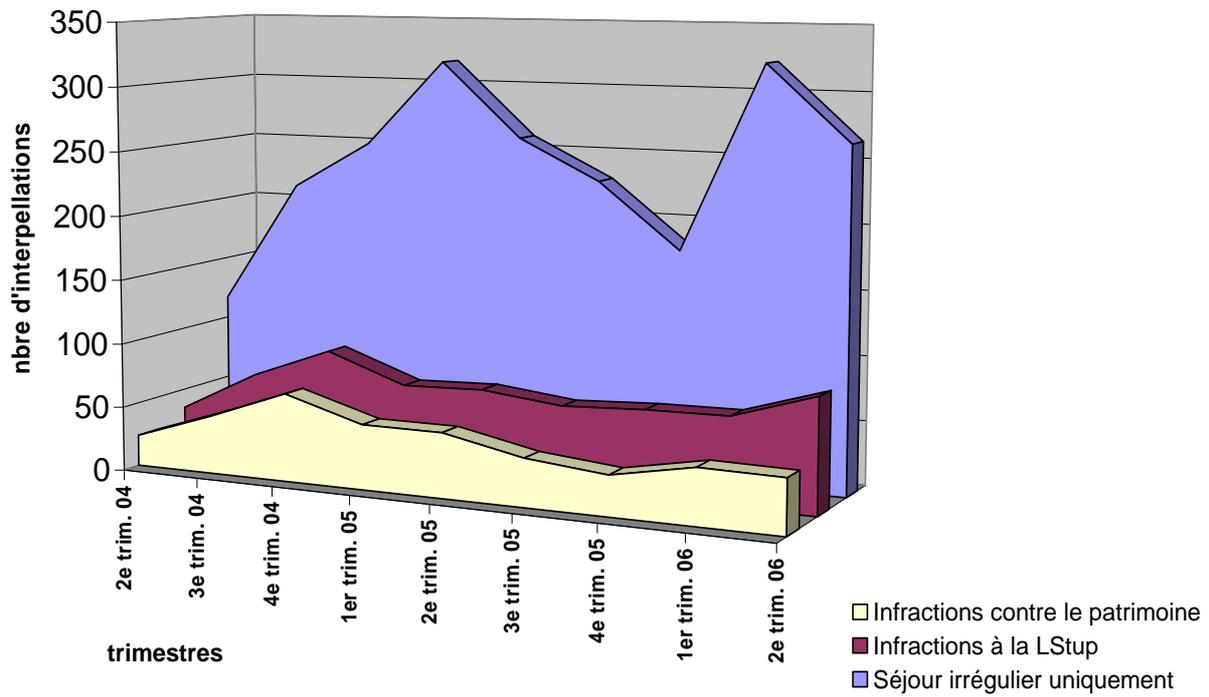
		2ème trim. 2004	3ème trim. 2004	4ème trim. 2004	1er trim. 2005	Total 1ère année	2ème trim. 2005	3ème trim. 2005	4ème trim. 2005	1er trim. 2006	Total 2ème année
sans effectifs RT	d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	867'000	2'593'000	1'066'000	1'181'000	1'560'000	1'311'000	5'118'000
	Solde	822'000	-42'000	-168'000	356'000	968'000	125'000	-115'000	-528'000	-392'000	-910'000
effectifs RT compris	d'urgence allouées par la Confédération	1'073'000	711'000	499'000	1'163'000	3'446'000	1'156'000	1'040'000	945'000	882'000	4'023'000
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	2'000	23'000	30'000	60'000	115'000	35'000	26'000	87'000	37'000	185'000
	individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	253'000	776'000	697'000	2'534'000	4'260'000	2'808'000	2'921'000	3'615'000	2'914'000	12'258'000
	Solde	822'000	-42'000	-168'000	-1'311'000	-699'000	-1'617'000	-1'855'000	-2'583'000	-1'995'000	-8'050'000
Les personnes soumises au régime transitoire (RT) ne sont pas prises en compte jusqu'à fin 2004 (=fin des dispositions transitoires)											

suite:

		Total 1ère et 2ème année	2ème trim. 2006	TOTAL tous les trim.
sans effectifs RT	d'urgence allouées par la Confédération	7'469'000	914'400	8'383'400
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	300'000	50'000	350'000
	individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	7'711'000	1'512'100	9'223'100
	Solde	58'000	-547'700	-489'700
effectifs RT compris	d'urgence allouées par la Confédération	7'469'000	914'400	8'383'400
	indemnités d'exécution du renvoi allouées par la Confédération	300'000	50'000	350'000
	individuelle octroyée par les cantons (frais médicaux compris)	16'518'000	3'031'000	19'549'000
	Solde	-8'749'000	-2'066'600	-10'815'600

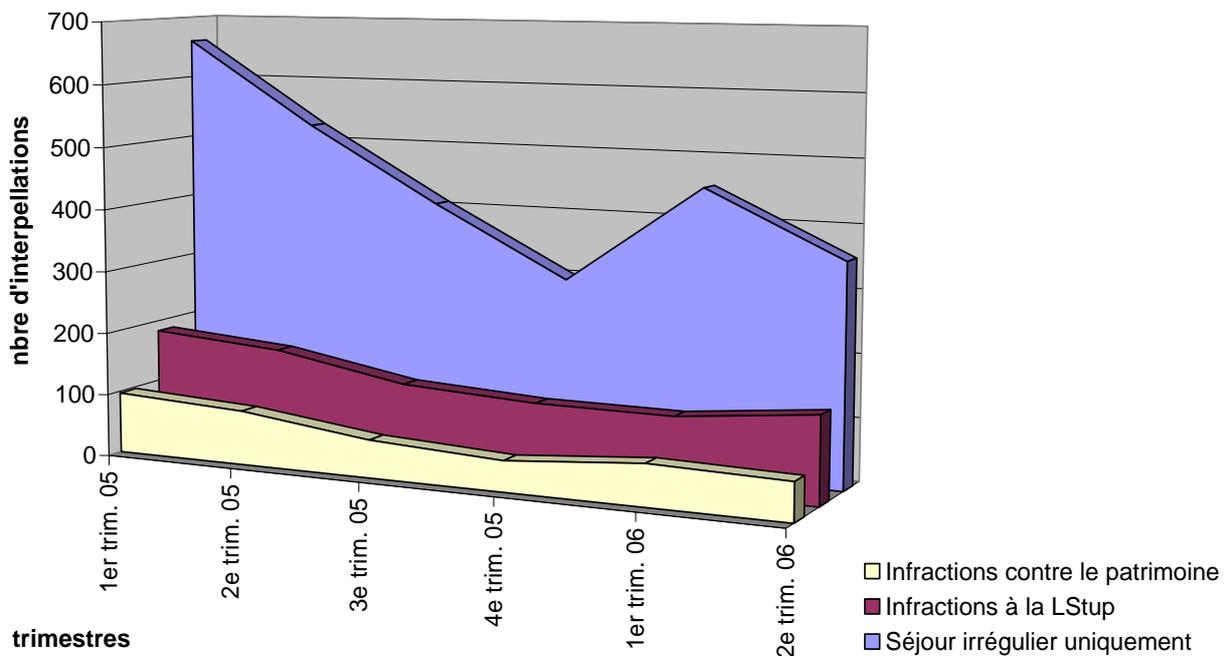
Annexe IXa : Sécurité publique (RT NON COMPRIS)

types de délits du 2^e trimestre 2004 au 2^e trimestre 2006



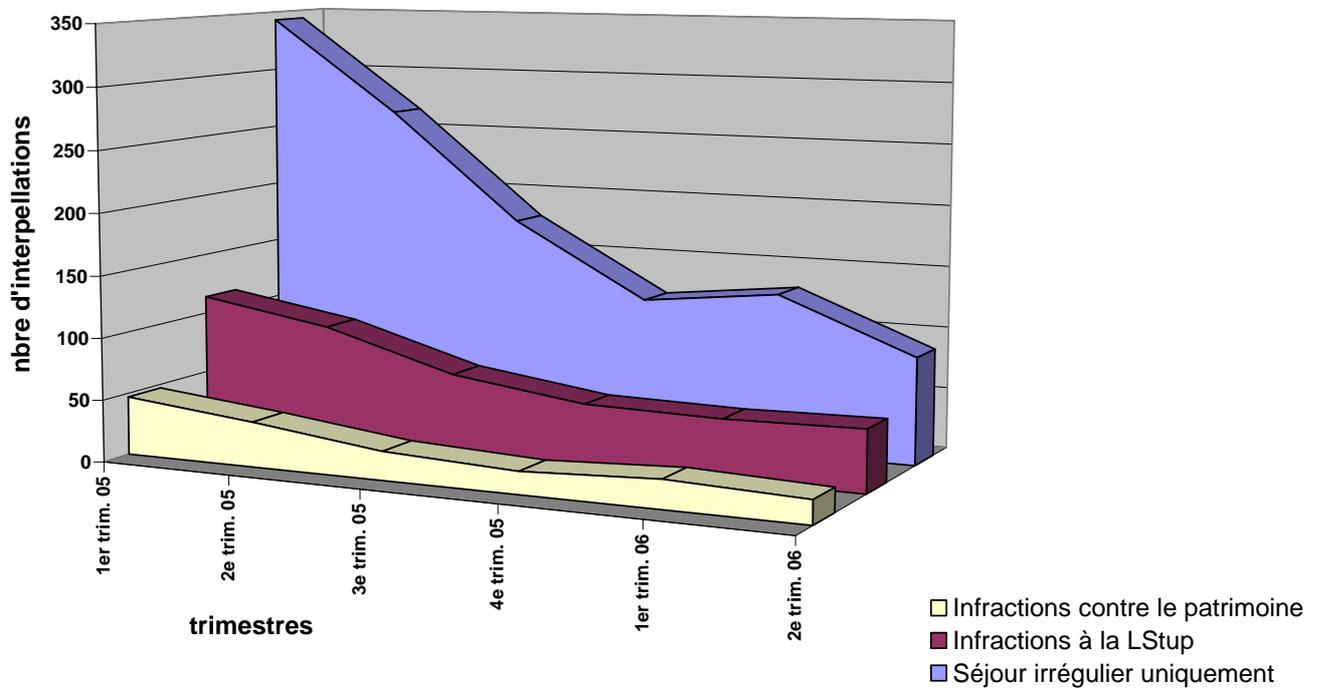
Annexe IXb : Sécurité publique (RT COMPRIS)

types de délits du 1^{er} trimestre 2005 au 2^e trimestre 2006



Annexe IXc : Sécurité publique (RT UNIQUEMENT)

types de délits du 1er trimestre 2005 au 2ème trimestre 2006



Annexe Xa: Interpellations par trimestre (NR)

	2T-04	3T-04	4T-04	1T-05	2T-05	3T-05	4T-05	1T-06	2T-06
Nombre de personnes interpellées	200	292	360	385	313	342	271	352	355
Nombre d'interpellations	265	409	553	668	524	468	378	525	519
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	117	213	250	317	259	228	178	322	264
Nombre d'infractions à la LStup	35	67	91	69	71	64	67	68	88
Nombre de délits contre le patrimoine	24	45	68	50	50	37	31	43	42

Annexe Xb: Interpellations par trimestre (RT)

	1T-05	2T-05	3T-05	4T-05	1T-06	2T-06
Nombre de personnes interpellées	478	426	286	223	206	185
Nombre d'interpellations	765	554	375	309	280	230
Nombre d'interpellations pour séjour illégal uniquement	343	266	178	118	130	87
Nombre d'infractions à la LStup	114	96	65	50	48	50
Nombre de délits contre le patrimoine	47	36	23	18	23	19

**Annexe XI:
Personnes interpellées, par trimestre d'entrée en force de la NEM et par trimestre de l'interpellation**

(Combien de personnes avec une NEM qui est entrée en force au cours d'un trimestre x ont été interpellées au cours d'un trimestre suivant.)

trimestre de l'entrée en force de la décision NEM	nombre de NEM entrées en force	nombre de personnes interpellées au		
		2 ^e ème trim. 2005	4 ^e ème trim. 2005	2 ^e ème trim. 2006
entrée en force le 2 ^e ème trim. 2004	1788	85	42	43
entrée en force le 3 ^e ème trim. 2004	1185	76	37	23
entrée en force le 4 ^e ème trim. 2004	831	49	27	15

